CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 16 mai 1975

La séance est ouverte à 11 heures.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LA SÉCURITÉ SOCIALE

PROPOSITION DE MAJORATION DES PENSIONS ET ALLOCATIONS—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, je demande à présenter une motion aux termes de l'article 43 du Règlement. Elle revêt, selon moi, un caractère urgent pour assurer l'unité nationale et maintenir le bon moral de la population. Comme nous avons constaté que des hausses impressionnantes de traitements ont été accordées aux députés, aux sénateurs, aux ministres, aux lieutenants-gouverneurs, et aux juges—il ne semble y avoir aucune modération—je demande à la Chambre d'être juste. Je propose, appuyé par mon ami de Waterloo-Cambridge:

Que le gouvernement soit prié de présenter sur-le-champ un bill visant, aux termes de la loi sur la sécurité de la vieillesse, à augmenter la pension de base à \$300 par mois et à prévoir des augmentations correspondantes des pensions et des allocations versées aux anciens combattants ainsi que de toutes les prestations d'assistance sociale.

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: Même avec l'indulgence actuellement accordée aux motions proposées aux termes de l'article 43 du Règlement d'après la nouvelle formule, je dois avouer que la question soulevée par le député, tout en se rattachant à certaines mesures présentées à la Chambre, est d'intérêt constant plutôt que de nécessité pressante. Je ne crois pas qu'elle puisse être mise en délibération.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Votre Honneur peut-il apporter quelques citations à l'appui de cette décision, compte tenu des autres motions présentées à la Chambre aux termes de l'article 43 du Règlement?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député de Vancouver Quadra a la parole.

* * *

LES AÉROPORTS

DEMANDE D'ENQUÊTE SUR L'ABSENCE DE VÉRIFICATION DES BAGAGES—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Bill Clarke (Vancouver Quadra): Monsieur l'Orateur, j'interviens en vertu des dispositions de l'article 43 du Règlement pour soulever une question urgente et d'une pressante nécessité. Malgré les questions que j'ai posées à la Chambre le 15 avril et le 12 mai concernant le peu de protection dont jouissent les passagers aux aéroports canadiens, un nouvel exemple de négligence dans les mesures de sécurité nous a été donné hier soir à l'aéroport international de Toronto; un passager est monté à bord d'un avion

en emportant dans son bagage à main une carabine de gros calibre et des munitions.

Avec l'appui de mon collègue, le député de Don Valley (M. Gillies), je propose:

Que le gouvernement ordonne immédiatement la tenue d'une enquête sur les méthodes suivies pour détecter les objets métalliques que portent les passagers sur leur personne ou dans leur bagage à main avant de les laisser monter à bord des avions au Canada ainsi que sur les raisons qui motivent l'absence totale de vérification dans de nombreux aéroports au Canada.

M. l'Orateur: La motion proposée en vertu de l'article 43 du Règlement ne peut être présentée sans le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

PROPOSITION DE COMMANDE D'AVIONS DE HAVILLAND DASH-7—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Stan Schellenberger (Wetaskiwin): Monsieur l'Orateur, je prends la parole en vertu des dispositions de l'article 43 du Règlement pour proposer une motion sur une question urgente qui exige une attention immédiate. Comme le DASH-7 de la société De Havilland pourrait être exporté à cause des possibilités qu'il offre pour la surveillance du territoire, je propose, avec l'appui du député de Red Deer (M. Towers):

Que le ministre de la Défense nationale envisage immédiatement la possibilité de commander quelques-uns de ces avions pour les affecter à la surveillance de nos côtes, afin d'encourager la vente de ces avions, de créer ainsi des emplois et d'apporter des capitaux au Canada.

M. l'Orateur: La motion proposée en conformité de l'article 43 du Règlement nécessite le consentement unanime. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

DEMANDE D'EXPOSÉ DES MOTIFS DE LA RECONNAISSANCE DU NOUVEAU RÉGIME SUD-VIETNAMIE—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Howard Johnston (Okanagan-Kootenay): Monsieur l'Orateur, je prends la parole pour proposer une motion, aux termes de l'article 43 du Règlement, au sujet d'une affaire urgente. Elle a trait à l'acte de provocation de la part du gouvernement en accordant à la hâte la reconnaissance diplomatique au gouvernement révolutionnaire provisoire du Vietnam du Sud, initiative qui cadre mal avec l'attitude actuelle d'un pays avec lequel nous effectuons plus de 90 p. 100 de nos échanges commerciaux et qui